



Extrait du La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

<http://www.lacode.be/parution-de-l-etude-2018-de-la.html>

# "Place aux enfants ! Feuille de route pour des communes respectueuses des droits de l'enfant" - Communiqué de presse Etude CODE 2018

Date de mise en ligne : lundi 27 octobre 2018

- Actualités -

---

La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

---

**La Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE), qui rassemble 15 membres, consacre son étude 2018 à l'application des droits de l'enfant au niveau local en Fédération Wallonie-Bruxelles.**

Au lendemain des élections communales du 14 octobre 2018, la CODE souhaite rappeler l'importance d'accorder une attention particulière aux moins de 18 ans au niveau des politiques locales, qui pour beaucoup d'entre elles concernent les enfants - de manière directe (participation, éducation...) ou indirecte (précarité, logement...). Il est en effet fondamental que les responsables communaux soient conscients de leur rôle en matière de droits de l'enfant, qu'ils considèrent les enfants comme des acteurs de leur propre vie et de celle de leur commune, et qu'ils s'engagent à respecter et faire respecter leurs droits tels que prescrits par la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989. Cela suppose d'avoir une bonne connaissance à la fois de la réalité des enfants et en particulier des plus vulnérables, et de l'impact des politiques locales sur ceux-ci.

[L'étude 2018 de la CODE « Place aux enfants ! Feuille de route pour des communes respectueuses des droits de l'enfant »](#) se structure autour de cinq chapitres, qui concernent la participation, l'éducation, l'espace public, les précarités et la migration. Chacun comprend des constats de terrain, l'avis des enfants, ainsi que des recommandations concrètes et des références pour aller plus loin.

Parce que ce n'est qu'en s'engageant toutes et tous, au quotidien et de manière à la fois transversale et structurelle, que les communes seront réellement plus hospitalières pour tous les enfants, le texte s'adresse aussi bien aux responsables politiques qu'aux professionnels de l'enfance et de l'éducation au sens large, aux parents, en d'autres mots à tous les citoyens. La CODE et ses membres sont disponibles, chacun avec l'expertise qui est la sienne, pour informer, former et partager sur les droits de l'enfant.

*Voyez ci-dessous notre communiqué de presse de ce 22 octobre 2018.*